

Le sénateur Haig: Pourquoi demander au gouvernement canadien d'augmenter sa part?

M. Armstrong: Principalement, monsieur, parce que ce dont on a le plus besoin, c'est d'un genre de travail utile à toutes les municipalités canadiennes. Et notre enquête a démontré que la majeure partie de ce que les provinces et tout particulièrement les municipalités ont fait, à cause de leurs ressources et de leurs responsabilités statutaires, c'est de la recherche pour l'immédiat, à court terme, du genre prévention des incendies. Ce qui manque, comme je crois que le Conseil des sciences et d'autres l'ont souligné, c'est une sorte de travail fondamental, exécuté sur une grande échelle, que le gouvernement central subventionne dans la plupart des pays modernes, quel que soit le sujet puisque c'est au bénéfice des citoyens du pays tout entier.

Le sénateur Haig: En d'autres mots, la recherche faite dans une ville pourrait s'appliquer à une autre ville.

M. Armstrong: La recherche de base telle que je l'ai décrite, oui.

Le sénateur Haig: Merci.

Le sénateur Carter: Sur quoi vous appuyez-vous pour parler des \$25 millions dont vous avez besoin? Comment en arrivez-vous à ce chiffre?

M. Martin: Je crois que M. Armstrong est encore une fois plus en mesure que moi de répondre à cette question.

Le président: Voulez-vous dire les \$25 millions qu'ils demandent actuellement?

Le sénateur Carter: Oui. Vous dites que vous avez en ce moment \$10 millions par année, mais que vous voulez \$25 millions. J'aimerais savoir comment vous arrivez à \$25 millions.

M. Armstrong: Monsieur le président, à mon avis, c'est le genre de chiffre qu'on ne peut prouver par aucun genre d'argument assez précis. Nous pouvons dire je crois que le Conseil canadien de recherches urbaines et régionales a une idée suffisamment juste des personnes compétentes disponibles dans les universités et les autres institutions pour pouvoir dépenser cette somme à bon escient. Nous avons reçu plusieurs centaines de projets de recherche que nous avons étudiés très attentivement. Lorsque nous disons que nous avons besoin d'une augmentation qui double ou triple ce que nous avons en ce moment, nous voulons donc vraiment dire qu'il y a des personnes au Canada qui peuvent accomplir le travail nécessaire et que leurs aptitudes les mettant en mesure de faire deux ou trois fois plus que ce qu'on leur demande de faire actuellement.

Le sénateur Carter: Je ne doute pas que vous pourriez dépenser \$50 millions si vous les aviez; mais vous dites que \$10 millions ne suffisent pas et que vous voulez \$25 millions. Pourriez-vous nous faire une analyse un peu plus précise?

M. Armstrong: Je crois que nous avons dit environ le double ou le triple, ce qui reviendrait à peu près aux environs de \$25 millions. Si vous permettez, monsieur, je ne suis pas d'avis que l'on puisse dépenser utilement n'importe lequel montant.

Le sénateur Carter: Mais voulez-vous dire que vous pourriez dépenser utilement \$25 millions?

M. Armstrong: Oui.

Le sénateur Carter: Oui. Mais j'aimerais savoir, d'après des catégories générales, à quoi vous allez utilement les dépenser. Je ne veux pas connaître 100 projets différents, mais simplement les catégories générales. Où allez-vous les dépenser?

Le sénateur Haig: Où fera-t-on la recherche?

M. Martin: A ce propos, je vais seulement esquisser les secteurs généraux de la recherche. Après six années d'activité, nous avons pu déceler et définir divers secteurs de recherche. On appelle l'un d'entre eux tendances au métropolitainisme. Aucune étude d'envergure n'a été faite ici au Canada sur les différents aspects de la direction des centres métropolitains. Ce seul secteur pourrait facilement absorber plusieurs millions de dollars par année pour l'étude du problème de la croissance des centres métropolitains et de l'effet de cette dernière sur le reste du Canada.

Le développement régional, l'urbanisation et la fonction de l'urbanisation dans le développement régional constituent ce que nous pouvons maintenant décrire comme un domaine de recherche. C'est encore un autre très vaste secteur dans lequel on peut investir beaucoup d'argent.

La formation d'agents du service public au niveau du gouvernement régional est encore un autre secteur de recherche. On pourrait mettre au point cette recherche à partir d'études que nous avons financées, et on la présenterait sous forme de séminaires afin de susciter chez les gens un intérêt dans ce domaine.

Un autre secteur qui nous préoccupe beaucoup est celui des répercussions socio-économiques des projets de transport. On investit chaque année des millions de dollars dans ce domaine, mais seulement pour les problèmes techniques. Je devrais dire que nous n'avons pas poussé les études aussi loin dans ce troi-